

Les prix de l'énergie

Document adopté par le 24^{ème} Comité exécutif d'industriAll Europe
Stockholm, 24-25 mai 2022

Depuis l'automne dernier, l'Europe est aux prises avec une importante hausse des prix de l'énergie, principalement provoquée par l'augmentation des prix des matières premières sur les marchés mondiaux, à la suite de la reprise économique post-covid. L'agression militaire et la guerre en Ukraine ainsi que les sanctions qui en découlent ont aggravé la situation, portant les prix de l'énergie à un niveau insoutenable pour les travailleurs et les industries. La conception du marché de l'énergie de l'UE qui repose sur la primauté du marché de court terme et de la concurrence dérégulée a également une influence sur les développements récents des prix. De même, l'interruption temporaire de la production dans des centrales électriques qui nécessitent des travaux de maintenance ou qui sont confrontées à une pénurie d'eau, a augmenté la pression sur les prix de l'électricité. Les prix élevés de l'énergie ont d'abord une incidence majeure sur le pouvoir d'achat des travailleurs en raison de leur impact sur la facture énergétique des ménages. Plus largement, l'énergie est également l'un des principaux facteurs à l'origine des taux d'inflation actuels. En outre, les prix élevés de l'énergie font exploser les coûts de production dans de nombreuses industries et menacent les emplois qui y sont liés.

Pour faire face à la complexité et la volatilité de cette crise, l'UE et les gouvernements ont déjà annoncé une série de mesures pour atténuer l'impact de l'augmentation des prix, mais aussi pour réduire la dépendance de l'Europe aux importations énergétiques en provenance de Russie. Les discussions sur les mesures à prendre aux niveaux national et européen sont toujours en cours et le contexte politique évolue rapidement. Il est donc important de veiller à ce que la voix des travailleurs de l'industrie soit entendue dans ce débat sur la politique énergétique actuelle de l'Europe et son avenir.

Sur la base des prises de position¹ d'industriAll Europe (IAE) et de la récente Policy Brief² abordant cette problématique, le présent document a pour objectif de présenter les principales demandes des travailleurs des industries de la fabrication, des mines et de l'énergie pour faire face à la crise actuelle tout en préparant l'avenir du système énergétique européen³.

¹ https://agenda.industrial-europe.eu/uploads/documents/2022/1/637781861870019034_Adopted-TheFit-for-55Package-Position-iAE-EN.pdf

² <https://news.industrial-europe.eu/p/policy-brief>

³ IndustriAll Europe a adopté deux prises de position spécifique sur la transition juste et l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

L'UE doit garantir un approvisionnement énergétique abordable à court terme

La neutralité climatique doit rester l'objectif de l'UE au regard des avertissements réitérés du GIEC dans son dernier rapport. Alors que la situation géopolitique actuelle et son impact sur l'approvisionnement et les coûts énergétiques exigent la mobilisation de tous les moyens disponibles afin de garantir l'approvisionnement d'énergie abordable pour tous dans les prochains mois, la réduction d'au moins 55% des émissions à l'horizon 2030 afin d'atteindre la neutralité climatique a été adoptée dans le cadre de la loi de l'UE sur le climat.

L'énergie est une condition essentielle de notre prospérité, et l'Europe ne peut remplacer du jour au lendemain l'énergie importée de Russie à la suite de la profonde dépendance énergétique créée par les choix politiques passés et la faiblesse de la stratégie de l'UE en matière d'énergie. L'efficacité énergétique, l'utilisation d'unités de production d'électricité existantes à faible émission de carbone et pilotables, les obligations de stockage, les initiatives volontaires d'achat groupé, ainsi que l'utilisation des ressources énergétiques domestiques disponibles doivent faire partie des priorités de l'UE pour préparer l'Europe avant l'hiver prochain et garantir l'approvisionnement énergétique avec l'objectif de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe.

Dans le cadre de sa stratégie « Repower EU », la Commission européenne considère que des efforts accrus de diversification de l'approvisionnement grâce à une augmentation des importations par gazoduc et un renforcement de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) sont la principale solution pour remplacer les importations de gaz russe à court terme. Toutefois, plusieurs obstacles rendent ces alternatives très incertaines à court terme, car elles demandent des investissements massifs dans de nouveaux terminaux GNL, de nouvelles interconnexions ou de nouveaux bateaux-citernes pour acheminer le GNL. Parallèlement, investir massivement dans des infrastructures de GNL pourrait enfermer l'UE dans de nouvelles dépendances et priver l'énergie décarbonée domestique des investissements qui sont grandement nécessaires pour réduire la dépendance de l'UE aux importations d'énergie.

Le potentiel à court terme de l'hydrogène propre et du biométhane apparaît encore plus limité. De la même manière, l'accélération du déploiement des énergies renouvelables n'offrira que des solutions alternatives limitées à l'approvisionnement énergétique existant sur le court terme.

Nous saluons les mesures annoncées mais elles ne seront pas suffisantes à court terme, que ce soit en termes d'approvisionnement ou de prix de l'énergie (toutes choses étant égales par ailleurs). L'UE et les gouvernements nationaux doivent donc apporter un soutien solide aux entreprises et aux ménages pour atténuer l'impact social et économique des prix élevés de l'énergie actuels. Autrement dit, les gouvernements nationaux ont besoin de la souplesse nécessaire pour mettre en place des aides d'Etats qui doivent être conditionnées à des objectifs sociaux et climatiques, des baisses de taxes sur l'énergie et/ou des chèques énergie si nécessaire, ou pour mettre en place des mesures fiscales incitatives pour les ménages et les entreprises afin d'encourager les investissements dans des mesures d'économies d'énergie. Pour industriAll Europe, il faut également garantir que les revenus exceptionnels de vente aux enchères des quotas d'émission ou la taxation des bénéfices exceptionnels contribueront à financer ces mesures d'une manière socialement équitable. IndustriAll Europe présente également des propositions

pour faire face aux taux d'inflation élevés et pour réformer la gouvernance économique de l'UE, deux points cruciaux à prendre en compte dans ce débat.

Les travailleurs ne doivent pas payer le prix des sanctions

Même avant la guerre en Ukraine, la hausse des prix de l'énergie pesait lourdement sur les industries à forte intensité énergétique, qui sont maintenant en difficulté à cause de la guerre et des sanctions qui en découlent. En mars 2022, le Conseil européen a mandaté la Commission européenne pour définir un plan visant à réduire progressivement la dépendance de l'UE au gaz, au pétrole et au charbon importés de Russie. Ce « plan détaillé et ambitieux » doit être publié d'ici la fin du mois de mai 2022, mais la Commission européenne a déjà proposé d'interdire les importations de pétrole russes dans les six mois⁴. Bien que l'Europe considère la réduction des importations d'énergie de Russie comme étant une mesure importante de la stratégie pour sanctionner le régime russe, une telle décision n'est pas sans conséquence. Il ne faut pas oublier que certains secteurs et pays dépendent fortement de l'approvisionnement énergétique en provenance de Russie et que les sources d'approvisionnement alternatives ne sont souvent pas une solution réaliste à court terme. Les sanctions adoptées dont les conséquences n'ont pas été évaluées pourraient avoir des répercussions dramatiques pour les travailleurs déjà confrontés depuis des mois à la hausse des prix de l'énergie. Des sanctions contre la Russie et le Bélorussie sont indispensables pour stopper la guerre et établir une paix juste et durable dans le cadre de négociations, mais leurs conséquences doivent peser sur les épaules les plus larges. Il est par conséquent urgent d'évaluer l'impact des sanctions adoptées selon des critères sociaux, environnementaux et économiques. Les différences nationales en matière de mix énergétique et de sécurité d'approvisionnement, ainsi que de l'importance stratégique des industries à forte intensité énergétique doivent être prises en compte. Les sanctions adoptées doivent aller de pair avec un plan détaillé visant à protéger les industries européennes et leurs travailleurs des conséquences qui en découlent.

Les industries énergétiques d'Europe sont une partie de la réponse

Pour accroître l'indépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie, il est impératif de promouvoir de manière plus ambitieuse la production domestique d'énergie neutre en carbone dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. La main-d'œuvre européenne dans la production énergétique et dans la fabrication d'équipements énergétiques est une partie de la réponse à la crise actuelle des prix de l'énergie. La transition du système énergétique européen vers la neutralité carbone doit reposer sur une stratégie industrielle qui promouvra les industries européennes et leur savoir-faire dans la chaîne d'approvisionnement énergétique, en respectant le principe de neutralité technologique, et en apportant un soutien adéquat à la transformation des industries à forte intensité énergétique. Cela nécessitera un cadre solide de transition juste qui garantit des emplois de qualité et tient compte de chacun et de chaque région⁵.

Le principe de « l'efficacité énergétique avant tout » doit être la pierre angulaire de la politique énergétique de l'UE et aller de pair avec un développement très ambitieux des énergies renouvelables et

⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_22_2785

⁵ Voir le Manifeste pour une transition juste d'industriAll Europe

des autres formes d'énergie décarbonée, au profit du climat, des investissements et des emplois. La Directive sur l'efficacité énergétique, la Directive sur la performance énergétique des bâtiments, la vague de rénovations et la stratégie d'économie circulaire doivent déboucher sur des résultats rapides et marquants et des investissements à long terme.

De la même manière, l'accélération rapide du déploiement des énergies renouvelables et d'autres sources d'électricité décarbonées comme le nucléaire (bénéficiant d'un soutien public) permettra également à l'UE de produire le volume d'électricité décarbonée nécessaire pour abandonner les combustibles fossiles et atteindre la neutralité carbone⁶. L'accélération du développement des énergies renouvelables nécessite des procédures de planification et d'approbation plus rapides. Cela doit aller de pair avec le développement du réseau électrique (interconnexions, solutions de réponse à la demande, stockage, mécanisme de capacité). Dans le même temps, l'UE devrait tirer les leçons de la crise énergétique et éviter de passer d'une forme de dépendance (gaz naturel russe) à une autre dépendance aux importations de GNL ou d'hydrogène en provenance d'un autre ensemble de pays. La diversification de l'approvisionnement, que ce soit pour des importations d'énergie ou d'autres matières premières, des équipements et des produits, doit être conforme aux engagements de l'Europe en matière de droits de l'homme au niveau international, respecter les droits des travailleurs au niveau local tout en ne compromettant pas les besoins énergétiques nationaux et la protection de l'environnement.

De même, là où les énergies fossiles seront nécessaires pour garantir la sécurité de l'approvisionnement, il faut garder à l'esprit que les trajectoires énergétiques choisies doivent être compatibles avec la législation européenne sur le climat ainsi qu'avec les objectifs de l'Accord de Paris. D'un point de vue climatique, le recours au GNL ne peut pas être une solution à moyen ou long-terme parce qu'il verrouillerait les investissements massifs dans des infrastructures liées aux énergies fossiles. Si nécessaire, de telles infrastructures doivent être conçues dans une optique d'utilisation par des sources d'énergies décarbonées. La priorité absolue en matière d'investissements et de développement d'infrastructure doit rester les énergies bas-carbone et l'efficacité énergétique.

La politique énergétique de l'UE doit être profondément révisée

Le système énergétique européen est confronté à une crise inédite qui révèle la faiblesse d'un système qui repose trop sur les règles du marché.

Plus de 20 ans après le début de la libéralisation du marché de l'énergie dans l'UE, il est temps de procéder à une évaluation ouverte et indépendante du fonctionnement des marchés de l'énergie, notamment le marché de gros de l'électricité sur lequel les combustibles fossiles influencent de manière disproportionnée les prix. IndustriAll Europe souhaiterait voir des propositions de révision concernant le mécanisme actuel de fixation des prix basé sur les coûts marginaux et ne cache pas sa déception quant aux récentes propositions de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER)⁷. Dans un système énergétique où l'électricité s'imposera comme le principal vecteur d'énergie et sera de plus en

⁶ Voir la position d'industriAll Europe sur le plan de neutralité climatique Europe 2050 adopté en 2019, <https://news.industriall-europe.eu/p/position-papers>

⁷ <https://www.acer.europa.eu/events-and-engagement/news/press-release-acer-publishes-its-final-assessment-eu-wholesale>

plus décarbonée, les combustibles fossiles ne peuvent pas être des facteurs de fixation des prix de l'électricité. Ceci est particulièrement vrai si les prix des matières premières et du carbone continuent de grimper. Les tarifs de l'électricité décarbonée doivent être distincts de ceux des combustibles fossiles et du carbone. Les articles 5 et 9 de la Directive de l'UE sur l'électricité doivent être modifiés afin de garantir que les consommateurs finaux paient leur électricité à un prix qui reflète les coûts du mix de production utilisé pour servir leur consommation. Ils devraient également permettre aux gouvernements nationaux de mettre en œuvre des services d'intérêt économique général visant à garantir que les consommateurs finaux aient accès à une offre d'électricité zéro émission et compétitive qui reflète les coûts de production sous-jacents. L'accès à l'énergie étant un service essentiel inscrit dans le socle européen des droits sociaux, l'UE doit garantir le droit à l'énergie pour tous les ménages en proposant une législation spécifique.

IndustriAll Europe appelle par conséquent à une réforme en profondeur du marché européen de l'énergie, en privilégiant les contrats de long terme, les contrats pour la différence et les instruments permettant d'avoir un meilleur contrôle et une meilleure prévisibilité des prix⁸. La réforme du marché européen de l'énergie doit également apporter plus de certitude aux petits consommateurs en matière de prix de l'énergie. La réforme devrait introduire dans la Directive sur l'électricité un droit pour les consommateurs domestiques de recevoir une offre d'approvisionnement qui les protège contre les variations à court terme des prix de l'électricité. Ce n'est pas le cas dans la directive actuelle.

Enfin, l'évaluation du système énergétique de l'UE devrait s'intéresser aux solutions permettant aux États membres de recourir plus largement aux dispositions relatives à l'obligation de service public afin de garantir que l'énergie soit traitée comme un bien commun dans une perspective à long terme et non comme une marchandise. Par exemple, la législation de l'UE devrait donner aux entreprises publiques et aux coopératives citoyennes un rôle central dans la fourniture d'énergie.

Etant donné l'intensité de la crise énergétique que nous traversons et l'impact des sanctions, il est urgent que l'UE demande aux États membres de développer des plans détaillés garantissant que l'approvisionnement en énergie décarbonée sera suffisant en Europe à moyen et long terme.

Accroître la solidarité entre les États membres

Tous les États membres sont exposés à la crise actuelle des prix de l'énergie, mais pas toujours de la même manière. Il est capital que les pays du marché intérieur agissent de manière coordonnée et solidaire, en termes de développement et d'utilisation des infrastructures (capacités de stockage, terminaux gaziers, infrastructures de transport d'énergie), ou de diversification de l'offre et de contrats d'achat communs. La lutte contre la crise énergétique doit être la priorité politique absolue de l'UE, et celle-ci doit faire en sorte que ses principaux instruments politiques soient adaptés : stratégie de relance, budget de l'UE, gouvernance macro-économique, aides d'État. La BEI et la BCE doivent cibler et coordonner leurs efforts pour résoudre la crise actuelle des prix de l'énergie.

⁸ Voir la Communication de la Commission européenne du 23 mars 2022
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1936

Un système européen d'échange de quotas d'émission transparent

La tarification du carbone via le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) est un élément important du puzzle que constitue la politique climatique de l'UE, et elle doit stimuler les investissements vers des technologies à faible émission de carbone. La volatilité observée l'année dernière sur le SEQE-UE est, dans une large mesure, le résultat de l'anticipation des futures exigences de conformité liées à l'objectif révisé de réduction des émissions à l'horizon 2030 et aux dispositions du paquet « Ajustement à l'objectif 55 ». Cependant, cette volatilité soulève une série de questions. Tout d'abord, elle pourrait nuire à la compétitivité des sites industriels qui ne sont pas entièrement protégés contre les fuites de carbone. Deuxièmement, étant donné que le prix du carbone est répercuté sur les consommateurs par le biais des coûts de l'électricité, le SEQE-UE produit des effets régressifs au détriment des ménages à revenu faible et moyen, en particulier dans les pays dont le mix électrique dépend des combustibles fossiles.

La Commission européenne doit donc mener une enquête adéquate sur le fonctionnement actuel du SEQE-UE et limiter les spéculations et les couvertures (hedging) abusives. S'il n'est pas possible d'empêcher la couverture et la spéculation, l'UE devrait explorer comment taxer les bénéfices excessifs que ces activités génèrent. De la même manière, l'UE et les États membres devraient mobiliser des revenus exceptionnels de vente aux enchères des quotas d'émission pour financer des programmes d'efficacité énergétique et la décarbonation du système énergétique en mettant l'accent sur la compensation des conséquences de la crise des prix de l'énergie pour les petits consommateurs et les consommateurs industriels.

Plus globalement, une politique de tarification du carbone efficace devrait intégrer une prévisibilité de l'évolution du prix du carbone à moyen et long terme. Ceci est essentiel pour orienter les investissements vers des solutions décarbonées. La trajectoire d'évolution du prix du carbone doit par conséquent être fixée par une autorité politique et non être tributaire de marchés financiers dérégulés et opaques.

Conclusion

La crise des prix de l'énergie a mis en lumière un certain nombre de faiblesses structurelles en Europe. Une dépendance excessive aux importations d'énergie a exposé l'Europe à la volatilité des prix sur les marchés mondiaux. Un système énergétique profondément fragmenté et régi par le marché, qui repose sur une concurrence dérégulée de court terme représente une source d'inquiétude supplémentaire pour les industries et les ménages. La précarité croissante en Europe (20% des citoyens sont exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale) signifie que beaucoup sont incapables de faire face à la hausse des prix de l'énergie et l'inflation, et sont donc contraints de choisir entre se chauffer ou se nourrir.

Le moment est venu de réformer radicalement nos marchés, nos réseaux et notre production énergétiques pour : 1) mettre rapidement les sources d'énergie domestiques décarbonées en tête des priorités tout en mettant en œuvre des plans de développement et de perfectionnement des compétences des travailleurs, 2) faire de l'énergie un bien public stratégique qui doit être abordable pour tous, et 3) garantir un cadre d'investissement en faveur de la transformation de nos industries dépendantes de l'énergie et de ses

travailleurs⁹. Les travailleurs européens de l'énergie jouent un rôle clé dans cette transition. Ils doivent être impliqués et une transition juste doit être garantie.

⁹ IndustriAll Europe réclame un cadre de politique industrielle intégré et cohérent pour décarboner les industries à forte intensité énergétique, qui soutient l'innovation et prévoit des mesures pour créer des marchés porteurs pour les contrats pour la différence et les marchés publics, ainsi que des instruments solides pour éviter la fuite de carbone, tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Pour plus de détails, consultez la prise de position d'industriAll Europe sur le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », adoptée en 2021 <https://news.industrial-europe.eu/p/position-papers>